



APPEL RASSEMBLEMENT

Montreuil, 28 juillet 2025

LE 10 SEPTEMBRE 2025 à partir de 13h devant la direction à ST Denis

DÉFENDONS LE DROIT AU LOGEMENT !

Dès sa création en 1938, la SNCF a disposé d'un parc logement, hérité des compagnies ferroviaires, permettant de loger les cheminot.es et leur famille à proximité de leur lieu de travail.

Au fil des années, la SNCF a utilisé le parc logement non pas pour répondre aux besoins des cheminots mais pour satisfaire sa politique et faciliter les réorganisations.

C'est ainsi que le nombre de logements gérés par l'entreprise a fondu comme neige au soleil pour ne représenter plus que 105 000 logements dont 97 750 relèvent du logement social en 2024.

Même si le délai d'attente pour les cheminot.es entre la demande et la signature du bail est inférieur à celui constaté globalement sur le territoire, il a tendance à s'allonger en cause, le manque de logements adaptés et abordables.

Ainsi, au fil des années, les retraité.es logé.es au sein du parc SNCF sont devenu.es la variable d'ajustement pour permettre à l'entreprise de loger les cheminot.es actif.ves.

Mais aussi et surtout, pour louer les logements du parc à des non-cheminot.es dont le nombre est, aujourd'hui, supérieur à celui des cheminot.es. Cela permet à l'entreprise d'augmenter les recettes puisqu'elles. ils ne bénéficient pas de loyers inférieurs au prix de marché.

Il n'est malheureusement plus exceptionnel que la direction de l'entreprise exige que la ou le cheminot.e quitte son logement dès le départ en retraite en se retranchant derrière le fameux bail accessoire au contrat de travail. Souvent le couperet tombe sans solution de relogement ou alors à un niveau de loyer très élevé par rapport au niveau de pension.

Aujourd'hui moins de 15% des pensionné.es SNCF sont logé.es par ICF Habitat, la filiale logement du groupe SNCF, alors qu'ils étaient encore près de 20% en 2017.

Ce qui n'est pas sans avoir de conséquence sur le niveau de vie des retraité.es !

En effet, la hausse des loyers, même si elle a été plafonnée à 3,5%, est supérieure à la revalorisation des pensions.

La décision du gouvernement, dans le cadre de la loi de finance 2025, d'augmenter la TVA sur l'abonnement et la consommation du gaz et de l'électricité de 5,5% à 20% au 1^{er} août 2025 va aggraver la baisse du niveau de vie de la population et plus particulièrement des retraité.es.

Gouvernement et direction SNCF se retranchent derrière le fait que près de 75% des retraité.es sont propriétaires de leur logement pour refuser de prendre des mesures d'ampleur pour permettre à chacune et chacun de se loger dignement.



Être propriétaire de son logement ne rime pas avec « sans problème, ni souci ». Nombre de retraité.es propriétaires sont en grande difficulté pour entretenir leur logement, assurer petits et grands travaux, pour payer les factures énergétiques, au vu du niveau des pensions.

Les mesures budgétaires d'austérité annoncées par F. BAYROU vont encore aggraver la situation d'au moins 16 millions de retraité.es puisque leur niveau de vie devrait être amputé de 0,4% à 1% suivant leur situation familiale.

La direction de la SNCF a annoncé vouloir ouvrir les négociations quant au renouvellement de l'accord logement. Accord dans lequel la SNCF refuse de prendre en compte les retraité.es au prétexte qu'elles.ils ne sont plus en activité.

En activité ou en retraite, le logement est un besoin vital et essentiel !

C'est pourquoi, l'UFR appelle l'ensemble des retraité.es à se mobiliser massivement avec les actif.ves pour exiger :

- L'accès des retraité.es à l'ensemble du parc logement y compris le parc dit libre avec une quittance qui ne doit pas dépasser 20% des revenus du ménage
- La possibilité de changer de logement en cas de sous-occupation avec diminution de la quittance
- Le maintien dans le logement au départ en retraite sans augmentation de loyer et le maintien du/de la conjoint.e en cas de décès.
- Des moyens supplémentaires pour la rénovation et l'adaptation des logements (locataires ou propriétaires) au vieillissement, à la perte d'autonomie.
- Des moyens humains et financiers pour le maintien dans le logement en cas de difficulté financière et/ou perte d'autonomie
- La participation des retraité.es aux Commissions d'Information et d'Aide au Logement

RASSEMBLONS-NOUS MASSIVEMENT

Le 10 septembre 2025 à partir de 13h00

Devant la direction SNCF à St Denis

